

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
25	16	0

N° de séance : 5

Objet de la délibération : Roquefort-les-Pins - Dissolution du Syndicat Intercommunal du Littoral de la Rive Droite du Var - Transfert du patrimoine à la CASA

N° d'enregistrement : BC.2022.195

Date de convocation :
06 décembre 2022

Date de publication
du **19 DEC. 2022** au **19 FEV. 2023**

Date de réception en Préfecture
16 DEC. 2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site <http://www.telerecours.fr/>

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 12 décembre 2022

L'an deux mil vingt-deux et le 12 décembre à 09H30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des associations, 288 chemin de Saint Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES

Monsieur LEONETTI,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite Loi NOTRe ;

Vu les articles L. 5211-10 et L. 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° CC.2019.032 du 01 avril 2019 relative à la prise de compétence Eau potable par la CASA ;

Dans le cadre de la loi « NOTRe », la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis s'est dotée aux termes de son Conseil communautaire du 1^{er} avril 2019 de la compétence obligatoire « Eau potable » au 1^{er} janvier 2020.

De son prélèvement dans le milieu naturel à sa distribution au robinet, en passant par les traitements pour la rendre potable, sa collecte après utilisation et sa dépollution, l'eau est l'objet d'un grand nombre de « services ».

En vue de préserver efficacement l'eau en mettant en œuvre une politique communautaire afin d'assurer une gestion durable de l'eau publique sur son territoire, la CASA a mis en exergue les zones desservies par le réseau de distribution comprenant un descriptif détaillé des ouvrages de transport et de distribution de l'eau potable.

A cet effet, le Syndicat Intercommunal du Littoral de la Rive Droite du Var (SILRVD) disposait depuis de nombreuses années d'un patrimoine composé de réservoirs, de terrains de stockage, de voies d'accès, d'espaces verts nécessaires pour mener à bien ses missions au titre de la distribution de l'eau potable.

Aussi, par délibération du 9 mars 2020, le SILRDV a renoncé au transfert de la compétence relative à l'eau et a confirmé sa dissolution au 1^{er} mars 2020. Par la suite, un arrêté préfectoral du 18 mai 2020 a constaté ladite dissolution du Syndicat et a confirmé que la CASA se substituerait audit Syndicat à compter du 31 mars 2020 dans les conditions prévues à l'article L. 5211-41 al.2 du C.G.C.T.

A ce titre, l'ensemble des biens, droits et obligations du Syndicat est transféré à la CASA.

Toutefois, le service de la publicité foncière (bureau des Hypothèques) exige que l'arrêté préfectoral portant dissolution du Syndicat et transfert des biens fasse l'objet d'un acte authentique valant transfert de propriété.

Ainsi, cet acte portera sur un ensemble de biens sur la Commune de Roquefort-les-Pins à savoir :

Commune	Section	Numéro	Adresse	Surface	Observations
ROQUEFORT LES PINS	DM	60	LES SEPTS FONTS	415	Station de reprise de la Peguière
BIOT ROQUEFORT LES PINS	DM	67	LES SEPTS FONTS	308	VOIRIE
BIOT ROQUEFORT LES PINS	DM	36	LA PEGUIERE	146	VOIRIE

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la régularisation du transfert des biens sur la Commune de Roquefort-les-Pins du Syndicat Intercommunal du Littoral de la Rive Droite du Var au bénéfice de la CASA ;
- de dire que ce transfert des biens fera l'objet d'un acte authentique déposé au service de la publicité foncière ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son Représentant à signer tout acte s'y rapportant.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 12 DECEMBRE 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Roquefort-les-Pins - Dissolution du Syndicat Intercommunal du Littoral de la Rive Droite du Var - Transfert du patrimoine Ã la CASA

Date de transmission de l'acte : 16/12/2022

Date de réception de l'accusé de réception : 16/12/2022

Numéro de l'acte : BC_2022_195 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20221212-BC_2022_195-DE

Date de décision : 12/12/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 3. Domaine et patrimoine
3.5. Autres actes de gestion du domaine public



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CA 6020 - 075

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes
Direction des Elections
et de la légalité

Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité

Affaire suivie par : S.SPIGA

☎ 04.93.72.29.19

✉ sandrine.spiga@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le

18 MAI 2020

Le Préfet des Alpes-Maritimes

à

Destinataires in fine

Objet : dissolution du syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var
(SILRDV)

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, l' arrêté constatant la dissolution du syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var, qui a fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet des Alpes-Maritimes
CAB 4352

Bernard GONZALEZ

Liste des destinataires

- Monsieur le président du syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var
- Monsieur le président de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis
- Monsieur le maire d'Antibes
- Monsieur le maire de Biot
- Monsieur le maire de La Colle sur Loup
- Monsieur le maire de Villeneuve Loubet
- Monsieur le maire de Roquefort les Pins



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes
Direction des Élections et de la Légalité
Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité

Nice, le

18 MAI 2020

**ARRÊTÉ PORTANT DISSOLUTION DU SYNDICAT
INTERCOMMUNAL DE LA RIVE DROITE DU VAR
(SILRDV)**

Le préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5216-6, L. 5211-41 et L. 5212-33 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant organisation territoriale de la République ;

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et la proximité de l'action publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juin 1987 portant création du syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var ;

VU les arrêtés préfectoraux du 16 mars 1993 et 20 juin 1997 portant respectivement retrait du syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var des communes de Saint Paul et de Saint Laurent du Var ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1993 portant adhésion de la commune de Roquefort les Pins au syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var ;

VU la délibération du 9 mars 2020 du syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var refusant le bénéfice de la délégation de compétence prévue par l'article 14 de la loi n° 2019 - 1461 du 27 décembre 2019 et confirmant la dissolution du syndicat au 31 mars 2020;

CONSIDÉRANT que les conditions de la liquidation sont réunies ;


SUR PROPOSITION du Secrétaire Général ;

ARRÊTE

Article 1er : Constat est fait de la dissolution du syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var à la date du 31 mars 2020.

Article 2 : La communauté d'agglomération de Sophia Antipolis est substituée au syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var à compter de cette date. Cette substitution s'effectue dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 5211-41 du CGCT.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des finances publiques, le président du syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var, le président de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le Préfet des Alpes-Maritimes
4352

Bernard GONZALEZ